

*Initiatives ministérielles*

notre gaz naturel et en améliorant nos débouchés sur les marchés.

À l'heure actuelle, notre pays est obligé de vendre son gaz naturel exclusivement aux États-Unis. À cause du plafonnement, il n'y a pas de fonds disponibles pour commencer à essayer d'autres possibilités.

Pour créer des emplois tout en faisant de l'argent, le gouvernement fédéral devrait vendre sur le marché asiatique du gaz naturel liquéfié. L'idée de le faire en collaboration avec les provinces avait été avancée dans les années 70; on s'y était opposé principalement sous prétexte que nos réserves de gaz naturel étaient limitées. Or, et c'est formidable, on a, depuis, confirmé l'existence de vastes réserves de gaz naturel dans notre pays.

En supprimant le plafonnement et en accordant à cet égard certaines options à l'Alberta et à la Colombie-Britannique et peut-être aussi aux territoires, nous pourrions entreprendre de conclure avec l'étranger des contrats de vente de gaz naturel liquéfié. Ce gaz serait transporté par des navires canadiens qui auraient eux-mêmes été fabriqués dans des chantiers navals du Canada. Et ces marchés pourraient être exploités aussi bien par le secteur privé que par le secteur public.

Pour l'Alberta et la Colombie-Britannique et pour le secteur en difficulté du pétrole et du gaz, tant privé que public—pour ce qui reste de Petro-Canada—ce serait une occasion de créer des emplois sous la conduite du gouvernement et, grâce à l'argent récolté à l'étranger, d'investir dans une industrie qui a grand besoin d'un coup de main.

Les provinces devraient conclure sous les auspices du fédéral des contrats fermes de vente de gaz naturel à la Corée, au Japon, à Taïwan et peut-être à Hong Kong, mais c'est discutable. Les pays que j'ai mentionnés ont besoin de cette source d'énergie stable.

Avec le plafonnement, les gouvernements ne peuvent entreprendre les initiatives nécessaires pour concrétiser cette idée. C'est pourquoi je suis opposé à ce plafonnement.

La construction de deux navires adaptés au transport du gaz naturel liquéfié—la conversion n'entraîne qu'une perte de 8 p. 100—rapporterait 50 millions de dollars à des chantiers navals de l'Ouest, notamment, je le dis de bonne foi, aux chantiers de ma circonscription. La côte est pourrait également récolter 50 millions de dollars.

Sous réserve de conditions de vente particulières, nous exigerions d'assurer nous-mêmes au moins 60 p. 100 du transport du GNL et 75 à 80 p. 100 de l'entretien de la flotte, de manière à garantir des emplois stables. En limitant sa contribution aux provinces, le fédéral entrave ce genre d'initiatives.

C'est dans un esprit non sectaire que je demande au gouvernement de faire preuve de plus de leadership en cette période de crise économique nationale.

J'exhorte le gouvernement à comprendre que les Canadiens cherchent un guide: ils veulent un gouvernement volontaire, résolu. Je suis désolé de le dire, mais avec ce genre de mesure législative, le gouvernement en place ne propose que des compressions; il n'offre aucune solution de rechange qui permettrait d'espérer en des jours meilleurs.

Nous pouvons faire mieux que cela en tant que Canadiens. Nous pouvons transcender les considérations de parti, si difficile que cela puisse être. La crise actuelle exige qu'on fasse preuve de leadership, mais je crois sincèrement que les conservateurs en sont incapables. Ils sont fatigués, épuisés. Alors de deux choses l'une: ou bien ils retirent ce projet de loi, ou bien ils déclenchent des élections.

**M. Mac Harb (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, comme c'est la première véritable occasion que j'ai de traiter d'une mesure législative à la Chambre cette année, je voudrais en profiter pour souhaiter une bonne année à tous mes électeurs d'Ottawa-Centre ainsi qu'à tous les citoyens de notre beau et grand pays.

À l'instar de la grande majorité des députés, j'ai pu, ces deux derniers mois, m'entretenir avec bon nombre de mes électeurs. Certains s'indignaient des décisions prises par le gouvernement fédéral, d'autres, des initiatives du gouvernement provincial, certains s'en prenant même aux deux niveaux en même temps.

J'ai également discuté avec des groupes très intéressants qui ne se plaignaient pas et qui refusaient de le faire. En ces temps difficiles, ils avaient plutôt des suggestions à faire. J'ai décidé que j'allais prendre l'habitude de soumettre leurs suggestions à la Chambre des communes chaque fois que l'occasion se présenterait.

J'ai été particulièrement impressionné par une suggestion que m'a faite Brian Wetherdon, de l'église St. Andrew's. J'ai rencontré Brian il n'y a pas tellement longtemps, et il m'a fait part d'une idée qui mérite d'être